

Unité départementale du Val-de-Marne  
Service Risques et Installations Classées  
12-14 rue des Archives  
94000 CRÉTEIL

Créteil, le 06/11/2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/09/2024

### **Contexte et constats**

publié sur 

#### **SUEZ Centre de tri "point A"**

2 RUE DE LA CORSE  
94619 Rungis

Références : DRIEAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2024/YBC/n°411GR  
Code AIOT : 0007403896

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2024 dans l'établissement SUEZ Centre de tri "point A" implanté 2 RUE DE LA CORSE MIN RUNGIS 94619 Rungis.

Par courrier du 31 juillet 2023, l'inspection a informé la société COVED que les installations qu'elle exploite au 2 rue de Corse à Rungis classées sous la rubrique 2791 [A], relevaient des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per-et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des ICPE relevant du régime de l'autorisation.

Ce courrier demandait à l'exploitant de réaliser une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS dans les rejets aqueux de son établissement.

| Rédacteur.rice  | Vérificateur.rice n°1  | Approbateur.rice  |
|---|--|---|
| L'inspecteur de l'environnement<br><br><small>Validé le : 31/10/2024 11:09</small><br><br><b>Validé</b><br><br>Yorane BEN CIMON | L'inspectrice de l'environnement<br><br><small>Validé le : 05/11/2024 11:45</small><br><br><b>Validé</b><br><br>Anne JOHANNY | La cheffe du service risques et installations classées<br><br><small>Validé le : 06/11/2024 15:25</small><br><br><b>Validé</b><br><br>Sonia GUILLOT |

En l'absence de transmis des résultats d'analyses, une visite d'inspection a été programmée le 23 septembre 2024 avec pour but de constater la réalisation de cette campagne d'analyses par l'exploitant.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ Centre de tri "point A"
- 2 RUE DE LA CORSE MIN RUNGIS 94619 Rungis
- Code AIOT : 0007403896 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

**Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :**

Par arrêté préfectoral du 23 novembre 2001 , la SEMMARIS a été autorisée à exploiter les installations classées de traitement et de collecte du site dit "Point A" implantées rue de Corse dans le MIN de Rungis.

La société COVED a déclaré à la préfecture du Val-de-Marne, par courrier du 24 mars 2009, reprendre l'exploitation de ces activités classées selon les rubriques suivantes : 2791-1[A], 2714-2 [D], 2716-2[DC], 2713-2[D]

Par courrier du 29 avril 2019, la société COVED Environnement a transmis un porter à connaissance informant l'inspection des modifications envisagées. Elles consistaient à :

- Augmenter l'activité de tri, transit de déchets non dangereux classée selon la rubrique n°2714 faisant passer la rubrique du régime de la déclaration avec un volume de déchets susceptible d'être présent sur le site de 525 m3 au régime de l'enregistrement avec un volume de 2074 m3 ;

- arrêter les activités 2791 [A] et 2713 [D] ;

- déclasser l'activité 2716 [DC].

Aucun dossier d'enregistrement n'a été déposé pour le passage de la rubrique n°2714 au régime de l'enregistrement et aucun justificatif relatif à la cessation d'activité des rubriques mises à l'arrêt n'a été transmis.

Par courrier du 8 octobre 2019, l'inspection a demandé des compléments sans qu'aucune réponse précise ne lui soit transmise sur la mise en œuvre des modifications prévues.

Il est constaté sur site que la société SUEZ a repris une partie des activités classées.

**Attributs de l'inspection :**

Actions nationales 2024 (AN24 PFAS)

Risques chroniques (Eau de surface)

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- AN24 PFAS

## **2) Constats :**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                                | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1) | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 1  | Régularisation administrative                               | Code de l'environnement du 08/10/2024, article L.171-7 | Mise en demeure, dépôt de dossier  | 5 Mois                |
| 3  | Bassin de confinement                                       | Arrêté Préfectoral du 23/11/2001, article 25           | Demande d'action corrective  | 3 Mois                |
| 4  | Systèmes spécifiques de pré-traitement des eaux résiduaires | Arrêté Préfectoral du 23/11/2001, article 21           | Demande d'action corrective  | 2 Mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle         | Référence réglementaire                     | Autre information |
|----|---------------------------|---|-------------------|
| 2  | Liste des substances PFAS | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 |                   |


### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Lors de la visite du 23 septembre 2024, l'inspection a constaté que:

- la société SUEZ a repris l'exploitation du Centre de tri de déchets dit "Point A" sans régulariser sa situation administrative;
- l'exploitant n'est pas en mesure d'utiliser les vannes de coupure des réseaux d'assainissement du site lors d'un sinistre;
- l'exploitant n'a pas transmis les bordereaux de suivi de déchets prouvant l'entretien des séparateurs d'hydrocarbures du site,
- l'établissement n'est pas concerné par l'analyse des PFAS prescrite par l'arrêté du 20/06/2023.


## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Régularisation administrative


|  |   |
|--|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/10/2024, article L.171-7  |   |
| <b>Thème(s) :</b>  | Situation administrative Régularisation administrative                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an. Elle peut, en outre, ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 45 000 € par le même acte que celui de mise en demeure ou par un acte distinct.</p>   |   |
| <b>Constats :</b> <p>L'inspection constate, à ce jour, que le courrier du 8 octobre 2019 demandant des compléments au dossier de porter à connaissance du 29 avril 2019, est resté sans réponse.</p> <p>Par courrier du 18/07/2024, la société SUEZ a informé la préfecture du Val-de-Marne qu'elle a remporté le marché public de collecte et recyclage des déchets produits par le MIN de Rungis pour une durée de 5 ans à compter du 2 janvier 2024. Ce marché comprend l'exploitation du Centre de tri dit " Point A".</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que la société SUEZ a repris l'exploitation d'une seule activité : le tri et transit des papiers, cartons et plastiques, classée selon la rubrique n°2714 sans avoir transmis la déclaration de changement d'exploitant. De plus, l'inspection a également constaté que le volume de déchets présents sur le site (supérieur à 1000 m3) faisait passer le site à enregistrement, sans qu'une démarche administrative n'ait été effectuée.</p> <p>La société COVED Environnement a donc cessé les activités 2791 [A] et 2713 [D] sans avoir transmis de notification de cessation d'activité et de remise en état du site définie aux articles R.512-39 à R.512-39-6 du code de l'environnement. Ce constat fait l'objet d'un autre rapport concernant la société COVED Environnement exclusivement.</p> |   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Transmettre la notification de changement d'exploitant à la préfecture pour la rubrique n°2714 sous un mois et déposer un dossier d'enregistrement pour cette même rubrique sous 5 mois.</p>   |   |
| <b>Respect de la prescription :</b>  |  |

|                                   |                                   |
|-----------------------------------|-----------------------------------|
| <b>Type de suites proposées :</b> | Avec suites                       |
| <b>Proposition de suites :</b>    | Mise en demeure, dépôt de dossier |
| <b>Proposition de délais :</b>    | 5 Mois                            |

## N° 2 : Liste des substances PFAS


|  |   |
|--|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2   |   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024      Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS   |   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.<br><br>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées. |   |
| <b>Constats :</b><br><br>Le courrier du 31 juillet 2023 demandait à l'exploitant de réaliser une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS dans les rejets aqueux de son établissement.<br><br>A ce jour, aucun résultat d'analyses n'a été transmis à l'inspection.<br><br>Or, lors de la présente visite, l'inspection a constaté que l'activité classée selon la rubrique n°2791 (broyage de bois) n'était plus exploitée sur le site.<br><br>L'établissement ne rentre donc plus dans le champs d'applicabilité de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des PFAS dans les rejets aqueux.                        |   |
| <b>Respect de la prescription :</b>  |  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |   |
| <b>Proposition de suites :</b>   |   |

### N° 3 : Bassin de confinement

|   |  |   |
|---|--|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2001, article 25   |  |   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Bassin de confinement   |  |   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Il sera aménagé des vannes de barrage sur le réseau séparatif, l'une en sortie du réseau d'eaux usées, l'autre en sortie du réseau d'eaux pluviales afin que des eaux d'extinction d'incendie ou afin de contenir tout déversement accidentel, ne se rejettent ni dans le réseau intérieur du MIN, ni dans le milieu naturel. Ces 2 vannes devront être entretenues et testées régulièrement pour pouvoir être obturées encas de sinistre. Ces eaux pourront être rejetées au réseau d'eaux usées qu'après contrôle de leur qualité: dans le cas contraire, elles devront être évacuées en centre agréé par une entreprise dûment autorisée. |  |   |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite, l'exploitant a montré à l'inspection la vanne de barrage en sortie du réseau d'eaux usées, mais celle-ci n'a pas pu être testée, car la clé d'activation de la vanne n'était pas présente à proximité.<br><br>L'exploitant n'a pas pu montrer à l'inspection le positionnement de la vanne de barrage en sortie du réseau d'eaux pluviales.   |  |   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Repérer le positionnement de la vanne de barrage en sortie du réseau d'eaux pluviales.<br><br>Equiper le site de clés permettant d'activer les vannes de barrage rapidement en cas de sinistre.<br><br>Tester et entretenir régulièrement ces 2 vannes.   |  |   |
| <b>Respect de la prescription :</b>   |  |  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |  |   |
| <b>Proposition de suites :</b>  |  | Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b>  |  | 3      Mois   |



#### N° 4 : Systèmes spécifiques de pré-traitement des eaux résiduaires

|  |  |  |
|--|--|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2001, article 21  |  |  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Entretien des ouvrages d'assainissement  |  |  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les dispositifs de traitement et les canalisations internes seront entretenus régulièrement.  |  |  |
| <b>Constats :</b><br><br>Le site dispose de deux séparateurs d'hydrocarbures : l'un en amont du rejet des effluents vers le réseau d'eaux pluviales et l'autre en amont du rejet des effluents vers le réseau d'eaux usées.<br><br>L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection les bordereaux de suivi de déchets dangereux prouvant l'entretien des séparateurs. |  |  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Transmettre à l'inspection les bordereaux de suivi de déchets dangereux prouvant l'entretien des séparateurs du site.  |  |  |
| <b>Respect de la prescription :</b>   |  |  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |  |  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |  |  |
| <b>Proposition de délais :</b> 2      Mois   |  |  |